



Être pauvre, c'est un crime ?

Si le nom de Stephan Gichuru ne vous dit sans doute rien, il évoque, pour de nombreux Kenyans, le cas non-résolu de l'assassinat d'un jeune homme par les forces de police dans un bidonville de la capitale en mai 2015. Les autorités ont justifié leur acte en s'arrogeant le droit de « nettoyer » la zone de tous les jeunes hommes, considérés comme des criminels.

Abattu en pleine rue

Le 17 mai 2015, le jeune Stephan Gichuru, âgé de 17 ans, est de retour à Mathare, l'un des plus grands bidonvilles de Nairobi. Cinq mois plus tôt, deux policiers l'avaient menacé de mort après l'avoir arrêté pour vol à la tire : « Si tu reviens dans le coin, on te tue ! ». Cet avertissement avait décidé le jeune Kenyan à rejoindre des parents éloignés dans la ville de Kiambo et à cesser toute activité illégale.

Pourtant, ce soir de mai 2015, Gichuru revient à Mathare pour en ramener des câbles électriques. Dans la rue, il rencontre ces mêmes deux officiers de police qui l'abattent à bout portant malgré ses suppliques. Plusieurs habitants observent la scène mais, malheureusement, ils n'oseront jamais témoigner devant un

tribunal par peur des représailles. Les frères et la belle-sœur de la victime – Ruth Mumbi, une défenseuse également accompagnée par l'équipe PBI Kenya – déposent toutefois plainte.

Loin de faire avancer les choses, cette action accroît les persécutions envers la famille de la victime. Deux de ses frères sont arrêtés sous des prétextes fallacieux et ne seront remis en liberté que le jour de l'enterrement grâce à l'intervention du Mathare Social Justice Centre (Centre de justice sociale de

Mathare – MSJC) et en présence des volontaires de PBI Kenya. Depuis ce jour, les deux policiers, également soupçonnés de six autres meurtres, n'ont plus le droit de patrouiller dans le bidonville mais n'ont pas été condamnés pour l'assassinat du jeune Gichuru.

« A Mathare, les jeunes gens pauvres, en particulier les hommes, sont considérés comme des criminels. Rien de plus facile, ensuite, pour les policiers de leur tirer dessus et de ne pas se voir inculpés. »

Sombre avenir pour les jeunes

Pour Stephen Mwangi, étudiant en droit et coordinateur du MSJC, l'affaire Gichuru

symbolise le dramatique phénomène des exécutions extrajudiciaires qui assombrit la vie des habitants de Mathare et du reste du Kenya. Ce bidonville, l'un des plus grands de la capitale, est un amas de tôles insalubres qui s'étend sur des kilomètres et abrite quelques 700'000 personnes. La pauvreté y atteint des sommets et l'accès aux soins y est très limité. Aucun avenir radieux n'attend les jeunes pour peu qu'ils parviennent à bénéficier d'une maigre éducation. Dans ces conditions, difficile pour eux d'obtenir un emploi. Très souvent, leur seule option pour survivre consiste à se tourner vers la prostitution, le trafic de drogue et alcool ou encore vers d'autres types de délits.

« Chaque résident qui rejoint le Mathare Social Justice Centre est une victoire supplémentaire ! »

« Tuer les jeunes gens de manière illégale est une pratique répandue à Mathare. C'est parce que les jeunes gens pauvres, en particulier les hommes, sont considérés comme des criminels. Rien de plus facile, ensuite,

pour les policiers de leur tirer dessus et de ne pas se voir inculpés », raconte Mwangi. La police « nettoie » ainsi le bidonville sans faire de différence entre innocents et coupables et sans respecter la loi.

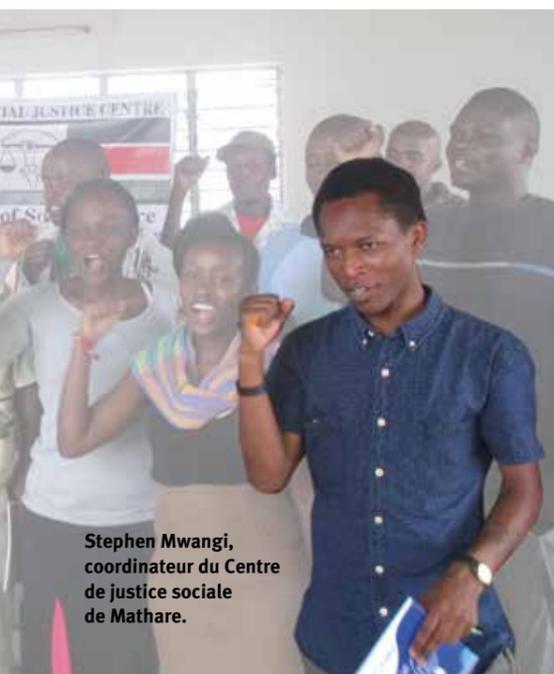
La lutte s'organise dans le bidonville

A Mathare, de nombreuses organisations s'occupent des problèmes humanitaires, mais il n'existait aucune plateforme communautaire qui défende la justice sociale et le respect des droits humains. Début 2015, avec d'autres activistes, Stephen Mwangi crée le MSJC, un centre communautaire qui se bat pour les habitants et exige réparation et prise de responsabilité politique. « Nous en avons marre de perdre des générations de jeunes ! Nous sommes conscients de la valeur de notre vie, même si d'autres ne la reconnaissent pas. » Ainsi, l'une des premières actions du MSJC a consisté à inviter les habitants du bidonville à répertorier les violations des droits humains commises par les autorités via des contributions anonymes sur leur site internet.

Les volontaires de PBI Kenya accompagnent le MSJC depuis août 2015, ce que valorise Mwangi : « la présence d'internationaux à nos côtés, dans les allées du bidonville ou lors de visites dans des stations de police, est d'une grande aide ». Et, pour lui, l'un des plus grands résultats reste de voir l'engagement des habitants dans sa structure : « Chaque résident de Mathare qui nous rejoint est une victoire supplémentaire ! »

facing PEACE^{PBI}

L'équipe PBI était présente lors de la libération des frères de Stephan Gichuru.



Stephen Mwangi, coordinateur du Centre de justice sociale de Mathare.

EXÉCUTIONS EXTRAJUDICIAIRES

L'expression désigne, selon les Nations Unies, le meurtre d'une personne perpétré par un agent de l'État ou par toute autre personne agissant sous autorité gouvernementale ou avec sa complicité, sa tolérance ou son acquiescement, mais sans qu'un procès judiciaire ait eu lieu ou soit à venir.

Très souvent, ce sont des policiers ou des soldats qui commettent ces meurtres contre des civils qu'ils suspectent d'être des criminels ou des terroristes. Cette problématique est malheureusement familière pour les différents projets PBI tant en Afrique qu'en Amérique latine.



NOM : SABINE GÜNTHER
FONCTION : COORDINATRICE DE PROJET
LIEU DE TRAVAIL : NAIROBI, KENYA

... en chemin vers le bureau de PBI à Nairobi.

« Il faut toujours garder un atout dans sa manche »

Depuis octobre 2015, Sabine Günther, ancienne collaboratrice de PBI Allemagne, soutient l'équipe de volontaires à Nairobi, au Kenya. Sa fonction de coordinatrice de projet est fondamentale pour consolider sur le long terme le travail de l'organisation dans le pays. PBI Suisse a voulu en savoir plus sur le quotidien de cette quarantenaire de Hambourg, qui n'a désormais plus le temps de s'ennuyer.

Qu'est-ce qui t'a motivée à t'engager pour le projet Kenya ?

J'ai toujours voulu découvrir le travail sur le terrain et être en contact direct avec les défenseuses et défenseurs des droits humains (DDH). Donc, lorsque le projet Kenya a été lancé en 2013, j'ai saisi l'opportunité de partir neuf mois comme volontaire à Nairobi, en apportant ainsi ma solide expérience acquise en Allemagne. Sur place, mes tâches étaient très diversifiées et cela m'a tellement plu qu'à mon retour en Allemagne j'ai postulé pour la place de coordinatrice au Kenya. Je suis de retour à Nairobi depuis fin octobre 2015.

A quoi ressemble ton quotidien de coordinatrice de projet au Kenya ?

Je n'ai encore pas eu le temps de m'installer dans une routine. En arrivant, j'ai beaucoup appris et participé à de nombreuses réunions aux côtés des volontaires. C'est comme cela que j'ai pu me faire une idée sur les personnes avec qui nous collaborons à différents niveaux et sur l'environnement dans lequel les organisations évoluent. Cela fait d'ailleurs partie de mes fonctions centrales que de consolider les relations dans le pays et de continuer à développer le savoir-faire et la réputation de PBI. En tant que coordinatrice de projet, je suis également responsable de l'équipe et je m'assure que les activités réalisées cadrent avec les objectifs stratégiques. C'est génial pour moi de pouvoir reprendre la coordination d'un projet où il y a tant à apporter et où il est également très important de savoir réagir rapidement et de manière flexible à des situations inattendues.

« Cela fait partie de mes fonctions centrales que de consolider les relations dans le pays et de continuer à développer le savoir-faire et la réputation de PBI. »

Peux-tu préciser ce que tu entends par « flexible » ?

PBI Kenya collabore étroitement avec trois organisations qui se battent pour obtenir de meilleures conditions de vie dans les bidonvilles de Nairobi. Leurs membres travaillent dans des conditions extrêmement difficiles : outre leur activisme, ils doivent également lutter pour leur propre survie. Il peut arriver que, parfois, certains disparaissent de la circulation pendant deux mois parce qu'ils doivent s'occuper de problèmes autrement plus urgents, comme par exemple payer le loyer ou les taxes scolaires ! Pour nous, cela implique de développer avec ces DDH une collaboration qui doit être en permanence flexible, de façon à pouvoir nous adapter aux changements.

Ces circonstances nous ont appris que les méthodes de travail de PBI – pour la plupart développées en Amérique latine – ne peuvent pas être appliquées telles quelles en Afrique de l'Ouest. Ici tout est plus volatil : nous n'accompagnons pas toujours les mêmes personnes ou organisations de manière fixe. Nous devons toujours être en mesure de réagir aux changements et c'est pour cela que nous gardons toujours un atout dans notre manche.

Est-ce que tu as vécu un moment qui t'a particulièrement marquée ces derniers mois ?

En décembre, deux représentants du Centre de justice sociale de Mathare (MSJC) nous ont priés de les accompagner à la station de police. Ils voulaient déposer plainte contre un homme qui avait abusé sexuellement

d'une jeune fille de 11 ans. Avec un autre volontaire de l'équipe, nous nous sommes mis en route pour accompagner la jeune fille, sa mère et les deux activistes du MSJC.

Une fois sur place, ces derniers ont commencé à expliquer pourquoi nous étions là, mais les policiers ont réagi de manière très agressive et la situation s'est immédiatement tendue. Le volontaire et moi sommes intervenus et le calme est revenu. Les deux représentants du MSJC ont alors pu déposer leur plainte et les officiers de police nous ont assuré que l'agresseur allait être arrêté. Après coup, les quatre Kenyans accompagnés nous ont dit que c'est parce que nous étions là que tout s'était bien passé. D'emblée, l'un des policiers avait menacé de les arrêter. Dans les bidonvilles de Nairobi, il arrive malheureusement souvent que les activistes soient arrêtés, maltraités ou victimes d'intimidations. C'est donc un sentiment très fort pour moi de savoir que je peux, à mon niveau, aider les gens à faire entendre leur voix !

« Dans les bidonvilles de Nairobi, il arrive malheureusement souvent que les activistes soient arrêtés, maltraités ou victimes d'intimidations. C'est donc un sentiment très fort pour moi de savoir que je peux, à mon niveau, aider les gens à faire entendre leur voix ! »

De quoi te réjouis-tu le plus dans ton nouveau poste ?

J'ai déjà hâte de réfléchir avec l'équipe et le comité du projet à la stratégie de PBI au Kenya. Après trois ans d'activité sur place, on peut considérer que les bases du projet sont établies. Nous avons maintenant de bons contacts avec les DDH de la base, avec les organisations locales de défense des droits humains et avec la communauté internationale. L'an passé, nous avons commencé à renforcer nos contacts avec les autorités kenyanes.

Les expériences dans les autres pays ont montré que PBI a un effet multiplicateur maximal dans les régions marginalisées et moindre dans les capitales. À Nairobi, nous travaillons donc dans des quartiers marginalisés mais nous souhaitons également installer un futur bureau dans une zone rurale. Quelle que soit la suite, je suis motivée !

UNE AUTRE EXPÉRIENCE DES LANGUES ET DE LA POLITIQUE

En Allemagne, Sabine Günther s'est engagée pendant de nombreuses années dans un mouvement antiraciste en faveur des réfugiés. Après des études interdisciplinaires dans les domaines de l'économie, des langues et de la communication interculturelle, elle a travaillé comme attachée de presse dans une maison d'édition. Souhaitant avoir une expérience différente des langues et de la politique, elle s'est tournée vers PBI Allemagne. Durant six ans, elle a assumé les fonctions de chargée de projet et de recherche de fonds, avant de s'envoler pour le Kenya.



Assemblée générale PBI Suisse changement de date !

Jeudi 7 avril 2016, Forum politique du Käfigturm (Marktgassee 67, Berne)

18h15 Assemblée générale de PBI Suisse

19h15 Apéro

19h45 Conférence de Gacheke Gachihi, défenseur des droits humains kenyan

Comme l'année passée, vous pourrez acheter des plants de tomates au profit de PBI. Nous nous réjouissons de votre venue !

Inscriptions : info@peacebrigades.ch

La paix a besoin de vous.

17-519476-6